

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales
320 chemin de Maquens
ZI la Bouriette – CS 70069
CEDEX 09
11807 CARCASSONNE

CARCASSONNE, le 30/12/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/07/2022

Contexte et constats

Publié sur



AFM DERICHEBOURG

Z.I. L'Estagnol
Rue Joachim Estrade
11000 CARCASSONNE

Références : UID11/66-C3-2022-640
Code AIOT : 0006600063

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/07/2022 dans l'établissement AFM DERICHEBOURG implanté Z.I. L'Estagnol, Rue Joachim Estrade, 11000 CARCASSONNE. L'inspection a été annoncée le 19/07/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AFM DERICHEBOURG
- Z.I. L'Estagnol Rue Joachim Estrade 11000 CARCASSONNE
- Code AIOT : 0006600063
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Société de recyclage.

Installation de stockage et activités de récupération de déchets de métaux et alliages de résidus métalliques d'objet en métal, carcasses de véhicules hors d'usage.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- prévention des pollutions accidentelles
- traçabilité des véhicules
- matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie
- fluides frigorigènes

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---|--|--|-------------------|
| 13 | Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie | Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 20 | / | Sans objet |

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---|--|--|-------------------|
| 1 | Critères de classement | Arrêté Préfectoral du 05/03/2012, article 1 | / | Sans objet |
| 2 | rejet des eaux dans le milieu naturel | Arrêté Préfectoral du 14/11/2018, article 4 | / | Sans objet |
| 3 | airbags et les prétensionneurs | Autre du 14/11/2018, article 3 | / | Sans objet |
| 4 | fluides frigorigènes | Autre du 14/11/2018, article 3 | / | Sans objet |
| 5 | pneumatiques | Autre du 14/11/2018, article 3 | / | Sans objet |
| 6 | déclaration annuelle | Autre du 14/11/2018, article 5 | / | Sans objet |
| 7 | stockage des batteries | Autre du 14/11/2018, article 10 | / | Sans objet |
| 8 | entreposage des fluides | Autre du 14/11/2018, article 10 | / | Sans objet |
| 9 | stockage des pneumatiques | Autre du 14/11/2018, article 10 | / | Sans objet |
| 10 | traçabilité des véhicules hors d'usage | Autre du 14/11/2018, article 13 | / | Sans objet |
| 11 | vérification de la conformité de l'installation | Autre du 14/11/2018, article 15 | / | Sans objet |
| 12 | Vérification périodique et maintenance des équipements. | Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 24 | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées n'a pas identifié de manquements à la réglementation lors de l'inspection à l'exception d'un constat susceptible de suites, nécessitant des précisions ou compléments préalables de la part de l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Critères de classement

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/03/2012, article 1 |
| Thème(s) : Situation administrative, rubriques |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>2712 (installation de stockage, dépollution, démontage, découpage ou broyage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transport hors d'usage) : la surface étant de 200 m²</p> <p>2711 (transit, regroupement, tri désassemblage, remise en état d'équipement électriques et électroniques mis au rebut) : Le volume stocké est supérieur à 200 m³ mais inférieur 1000 m³</p> <p>2713 (Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux) : Surface de stockage sur le site : 2300 m²</p> <p>2714 (Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers / cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) : Volume maximal susceptible d'être stocké sur le site : Papiers / cartons 150 m³, stériles (DIB, Bois, palettes, chiffons , etc) 300 m³, Pneumatiques 2 x 20 m³</p> <p>2718 (Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant des substances dangereuses ou préparations dangereuses) : Volume maximal susceptible d'être stocké sur le site :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 49 tonnes de batterie d'accumulateurs automobiles au plomb usagées. - Bacs étanches de 1 m³ sous abri <p>[...]</p> <p>Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a déclaré recevoir environ 30 véhicules hors d'usage par an.</p> <p>Les déchets d'équipement électriques et électroniques sont regroupés en partie dans des casiers métalliques (écrans, Petits Appareils en Mélanges) et en vrac le long d'un mur pour le Gros Electro-Ménager froid.</p> <p>L'installation ne stocke pas et ne reçoit pas de papiers ou cartons ou bois.</p> <p>Les pneumatiques sont stockés dans une benne et le verre dans une caisse.</p> <p>La quantité de batteries constatée lors de l'inspection est sous le seuil autorisé.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 2 : rejet des eaux dans le milieu naturel

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/11/2018, article 4 |
| Thème(s) : Risques chroniques, rejet des eaux dans le milieu naturel |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Les eaux issues des emplacements affectés au démontage des moteurs et pièces détachées, y compris les eaux de pluie ou les liquides issus de déversements accidentels, sont récupérées et traitées avant leur rejet dans le milieu naturel, notamment par passage dans un décanteur-déshuileur ou tout autre dispositif d'effet équivalent. Le traitement réalisé doit assurer que le rejet des eaux dans le milieu naturel respecte les critères de qualité suivants : <ul style="list-style-type: none">- PH compris entre 5,5 et 8,5 (9,5 s'il y a neutralisation alcaline).- Matières en suspension totales inférieures à 100 mg/l si le flux maximal journalier est inférieur à 15 kg/j sinon, la valeur de 35 mg/l sera retenue.- Hydrocarbures totaux inférieurs à 10 mg/l.- Plomb inférieur à 0,5 mg/l. |
| Constats : L'installation dispose d'un bassin équipé d'un débourbeur puis les eaux passent par un déshuileur avant d'être rejeté dans le réseau pluvial municipal. Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté un bon de travail daté du 28/06/2022 de la société CHIMIREC indiquant le nettoyage, curage et pompage du bassin et du décanteur/déshuileur. Il a été pompé 12 m3. Le rapport d'analyse des eaux date du 17/02/2022 et les critères de qualité mentionnés dans l'arrêté sont respectés. Il est demandé à l'exploitant de vérifier le fonctionnement du flotteur en fin de bassin afin de s'assurer qu'un confinement des eaux et écoulements peut être réalisé lors d'un sinistre. Le jour de l'inspection le système de détection d'hydrocarbures était en alarme. L'exploitant devra faire contrôler son système et il transmettra le rapport de contrôle à l'inspection des installations classées. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 3 : airbags et les prétensionneurs

| |
|--|
| Référence réglementaire : Autre du 14/11/2018, article 3 |
| Thème(s) : Risques accidentels, airbags et les prétensionneurs |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Les opérations de dépollution suivantes sont réalisées avant tout autre traitement du véhicule hors d'usage : [...] - les composants susceptibles d'exploser, y compris les airbags et les prétensionneurs sont retirés ou neutralisés ; [...] |
| Constats : L'exploitant a déclaré ne pas recevoir de véhicules avec airbag soit parce qu'il ne réceptionne que des vieux véhicules, soit parce qu'il reçoit des carcasses vides. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 4 : fluides frigorigènes

| |
|--|
| Référence réglementaire : Autre du 14/11/2018, article 3 |
| Thème(s) : Risques chroniques, fluides frigorigènes |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : [...] - le retrait, la récupération et le stockage de l'intégralité des fluides frigorigènes sont obligatoires en vue de leur traitement ; [...] |
| Constats : L'exploitant dispose d'un système de récupération des fluides frigorigènes et contrôlé par la société soclim auto SAS. Sur l'étiquette collée sur la machine, il est indiqué que le prochain entretien devra avoir lieu en avril 2023. Les fluides sont conservés dans des bouteilles métalliques. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 5 : pneumatiques

| |
|---|
| Référence réglementaire : Autre du 14/11/2018, article 3 |
| Thème(s) : Autre, pneumatiques |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : [...] - les pneumatiques sont démontés de manière à préserver leur potentiel de réutilisation ou de valorisation. [...] |
| Constats : L'exploitant a déclaré qu'il démonte les roues des véhicules et les dispose dans une benne. Les pneumatiques ne sont pas séparés des jantes. La benne est récupérée par la société DROHE basée à Toulouse. L'exploitant a fourni un bon de sortie daté du 04/06/18 pour un poids de 8.2 tonnes. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 6 : déclaration annuelle

| |
|---|
| Référence réglementaire : Autre du 14/11/2018, article 5 |
| Thème(s) : Autre, déclaration annuelle |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant du centre VHU est tenu de communiquer chaque année au préfet du département dans lequel l'installation est exploitée, et à l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, sous forme électronique à partir de 2013, la déclaration prévue par l'application du 5° de l'article R. 543-164 du code de l'environnement.</p> <p>Cette déclaration comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Les informations sur les certifications obtenues notamment dans le domaine de l'environnement, de l'hygiène, de la sécurité, du service et de la qualité ; b) Le nombre et le tonnage des véhicules pris en charge ; c) L'âge moyen des véhicules pris en charge ; d) La répartition des véhicules pris en charge par marque et modèle ; e) Le nombre et le tonnage de véhicules hors d'usage préalablement traités remis, directement ou via d'autres centres VHU agréés, à des broyeurs agréés, et répartis par broyeur agréé destinataire ; f) Le tonnage de produits et déchets issus du traitement des véhicules hors d'usage remis à des tiers ; g) Les taux de réutilisation et recyclage et réutilisation et valorisation atteints ; <p>[...]</p> <p>La communication de ces informations pour l'année n intervient au plus tard le 31 mars de l'année n + 1.</p> <p>[...]</p> <p>L'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie délivre un récépissé de déclaration. La fourniture de ce récépissé est une des conditions nécessaires au maintien de l'agrément préfectoral</p> |
| Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté un récépissé de l'ADEME qui indique une déclaration faite le 28/03/22. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 7 : stockage des batteries

| |
|---|
| Référence réglementaire : Autre du 14/11/2018, article 10 |
| Thème(s) : Risques chroniques, stockage des batteries |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant du centre VHU est tenu de se conformer aux dispositions relatives aux sites de traitement et de stockage des véhicules et des fluides, matériaux ou composants extraits de ces véhicules, suivantes :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> - les batteries, les filtres et les condensateurs contenant des polychlorobiphényles (PCB) et des polychloroterphényles (PCT) sont entreposés dans des conteneurs appropriés ; <p>[...]</p> |
| Constats : L'inspection des installations classées a constaté plusieurs bacs de batteries avec une étiquette sur chaque bac mentionnant le danger. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 8 : entreposage des fluides

| |
|--|
| Référence réglementaire : Autre du 14/11/2018, article 10 |
| Thème(s) : Risques chroniques, entreposage des fluides |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : [...] <ul style="list-style-type: none"> - les fluides extraits des véhicules hors d'usage (carburants, huiles de carters, huiles de boîtes de vitesse, huiles de transmission, huiles hydrauliques, liquides de refroidissement, liquides antigel, liquides de freins, acides de batteries, fluides de circuits d'air conditionné et tout autre fluide contenu dans les véhicules hors d'usage) sont entreposés dans des réservoirs appropriés, le cas échéant séparés, dans des lieux dotés d'un dispositif de rétention ; [...] |
| Constats : Les fluides sont stockés dans des réservoirs fermés qui sont disposés sur un grand bac de rétention, à l'intérieur du bâtiment principal. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 9 : stockage des pneumatiques

| |
|--|
| Référence réglementaire : Autre du 14/11/2018, article 10 |
| Thème(s) : Risques accidentels, stockage des pneumatiques |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : [...] <ul style="list-style-type: none"> - les pneumatiques usagés sont entreposés dans des conditions propres à prévenir le risque d'incendie, à favoriser leur réutilisation, leur recyclage ou leur valorisation, et dans les régions concernées par la dengue et autres maladies infectieuses tropicales, à prévenir le risque de prolifération des moustiques ; [...] |
| Constats : Les pneumatiques avec jantes sont entreposés en partie à l'intérieur dans une petite caisse métallique. Le reste est stocké à l'extérieur dans une grande benne. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 10 : traçabilité des véhicules hors d'usage

| |
|---|
| Référence réglementaire : Autre du 14/11/2018, article 13 |
| Thème(s) : Autre, traçabilité des véhicules hors d'usage |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : L'exploitant du centre VHU est tenu d'assurer la traçabilité des véhicules hors d'usage, notamment en établissant en trois exemplaires un bordereau de suivi mentionnant les numéros d'ordre des carcasses de véhicules hors d'usage correspondants aux numéros se trouvant dans le livre de police, ainsi que les tonnages associés (modèle en annexe III du présent arrêté). Un exemplaire du bordereau est conservé par le centre VHU, les deux autres exemplaires étant envoyés au broyeur avec le ou les lot(s) de véhicules hors d'usage préalablement traités correspondants. |
| Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté un récépissé de déclaration d'achat pour destruction, un bordereau de suivi des véhicules hors d'usage et un certificat de situation administrative détaillé pour un véhicule. Les véhicules reçus dans l'installation sont ensuite envoyés chez la société DERICHEBOURG à Colomiers pour broyage. L'inspection des installations classées a pu consulter un bon d'entrée de la société AFM colomiers ferrailles mentionnant 2082 kg de carcasses de véhicules réceptionnées le 12/07/22 provenant de AFM recyclage Carcassonne. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 11 : vérification de la conformité de l'installation

| |
|--|
| Référence réglementaire : Autre du 14/11/2018, article 15 |
| Thème(s) : Autre, vérification de la conformité de l'installation |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : L'exploitant du centre VHU fait procéder chaque année à une vérification de la conformité de son installation aux dispositions du cahier des charges annexé à son agrément par un organisme tiers accrédité pour un des référentiels suivants : <ul style="list-style-type: none"> - vérification de l'enregistrement dans le cadre du système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS) défini par le règlement (CE) n° 761/2001 du Parlement européen et du Conseil du 19 mars 2001 ou certification d'un système de management environnemental conforme à la norme internationale ISO 14001 ; - certification de service selon le référentiel « traitement et valorisation des véhicules hors d'usage et de leurs composants » déposé par SGS QUALICERT ; - certification de service selon le référentiel CERTIREC concernant les entreprises du recyclage déposé par Les résultats de cette vérification sont transmis au préfet du département dans lequel se situe l'installation. |
| Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a montré un document attestant de la vérification de la conformité de son installation par la société AB. Le document est daté du 17/06/2022 et ne mentionne aucun écart. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 12 : Vérification périodique et maintenance des équipements.

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 24 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Vérification périodique et maintenance des équipements. |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications. |
| Constats : Les extincteurs présents dans le bâtiment principal ont été contrôlés par sondage. D'après l'étiquette collée sur les extincteurs examinés, ils ont été vérifiés en juillet 2022 par la société DACOSTA SAS. Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté un devis de la société DACOSTA SAS prévoyant de remplacer les extincteurs de plus de 10 ans. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 13 : Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie.

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 20 |
| Thème(s) : Risques accidentels, moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques. |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; - de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 9 ; - d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60 m³/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ; - d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ; <p>[...]</p> |
| <p>Constats : L'exploitant a indiqué qu'AFM recyclage dispose de 14 extincteurs manuels, 1 extincteur sur roue et n'a pas de RIA. Il y a 2 cuves de 1000 L d'eau chacune stockée à l'extérieur pour la lutte contre l'incendie.</p> <p>L'exploitant devra s'assurer que le poteau incendie situé à proximité de son établissement est conforme, c'est-à-dire qu'il permet de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et il devra confirmer à l'inspection des installations classées que son installation se trouve à moins de 100 mètres du poteau incendie, distance mesurée par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours.</p> |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

